

Nouvelles locales du jeudi 22 mai 2014

@rib News, 22/05/2014 | Politique - Les participants au second atelier d'évaluation de la mise en application de la feuille de route convenue entre les politiciens burundais en mars 2013 se sont mis d'accord sur ce qui doit être fait pour que les élections de 2015 soient apaisées et tranquilles. Ainsi, les autorités administratives se sont engagées à protéger et faciliter la tâche aux partis politiques qui veulent tenir des réunions, de même que la protection de tous sans distinction aucune. Les partis politiques quant à eux se sont engagés à sensibiliser leurs membres surtout les jeunes afin qu'ils apprennent à respecter les membres des autres partis politiques et à ne pas utiliser la violence.

Ils se sont aussi engagés à ne pas utiliser les moyens de l'Etat lors de la campagne électorale. Ils se sont en outre engagés à respecter le résultat des élections et que s'il devait y avoir des contestations, il faudra le faire devant la constitutionnelle. La CENI est par ailleurs engagée à travailler dans la transparence quitte à ne pas provoquer la colère des uns ou des autres et à fournir les résultats des différentes élections en temps utile en synergie avec tout le monde. Les journalistes se sont engagés à leur tour à s'abstenir de divulguer des informations divisionnistes et se sont aussi engagés à ne pas diffuser des informations en rapport avec les résultats des élections avant la CENI. Enfin, la société civile s'est engagée à afficher une neutralité exemplaire durant tout le processus électoral. [isanganiro] - Autant, l'intolérance politique continue de se faire observer ici et là. En effet, un drapeau du parti Sahwanya Frodebu Nyakuri a été volé sur la colline Ruseseka de la zone Buhoro dans la commune Mabayi de la province Cibitoke la nuit de ce mercredi à jeudi. Les auteurs de cet acte ne sont pas encore connus mais les membres de ce parti soupçonnent les membres du parti au pouvoir mais le président de ce parti demande des enquêtes. Mpawenimana Coppens trouve que son parti est victime de l'importance qu'il est en train de gagner dans cette commune. La police dit qu'elle a commencé des enquêtes alors que l'administrateur de cette commune dit suivre de près cette affaire.

[isanganiro/bonesha/rpa] | Justice - Le MINOLUCOME trouve que l'incarcération de Pierre Claver Mbonimpa est injustifiée d'une manière égale. Selon le président de cet observatoire, l'arrestation intentionnelle des accusés portés peut pas être démontrée de même si un temps équivalent à tout un siècle venait à être accordé aux autorités chargées la preuve à cet effet. Gabriel Rufyiri estime que Mbonimpa travaille pour toute personne opprimée depuis près de 20 ans et que dans toute cette période, il n'a jamais voulu du mal à qui que ce soit. Il rappelle à ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui qu'ils les ont aidés eux aussi alors qu'ils croupissaient dans des cachots secrets et voilà qu'ils leur récompense la prison. De ce fait, il demande au cercle des gendarmes qui, selon ses dires, ont le dernier mot dans ce pays, de décider la libération du président de l'APRODH. Il demande aussi aux juges de redorer l'image du pays prenant une décision purement égale dans ce cas et de refuser toute manipulation puisque c'est ce genre de dossier qui fait de nombreux hommes et femmes de parole ou des vauriens. Enfin, il demande à toute personne à qui Pierre Claver Mbonimpa est venu en aide de se lever et de demander sa libération. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha] - La représentation de l'Union Européenne au Burundi a sorti un communiqué de presse dans lequel il se dit inquiet de l'incarcération de Pierre Claver Mbonimpa, président de l'APRODH. Dans ce communiqué, elle affirme que la société civile est d'une importance capitale dans chaque pays y compris le Burundi. Elle trouve ainsi que le gouvernement burundais doit tout faire pour que la justice soit libre et indépendante dans le traitement de ce cas et bien d'autres; ce qui facilitera le tenue des élections apaisées. Elle demande ainsi que toutes les personnes incarcérées injustement soient libérées et qu'elles participent ainsi à la mise en place d'un climat calme dans le pays. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha]

- La représentante du parti Uprona dans la zone Ruzo de la commune Giteranyi en province Muyinga a été arrêtée par la police le matin de ce jeudi. Minani Marie a aussitôt été conduite au cachot de la police à Giteranyi et la police renvoie à l'administration qu'au motif de cette arrestation. Le gouverneur de la province Muyinga confirme cette arrestation et précise que cette femme est soupçonnée d'avoir livré une information à la radio Bonesha FM faisant état d'une distribution d'Imbonerakure de cette zone de Ruzo et des entraînements militaires. Ildefonse Ntawunkunda ajoute que même s'il a démenti cette information, la personne qui l'aurait diffusée doit en répondre pour avoir diffusé des rumeurs. Les responsables du parti Uprona dans cette province trouvent que cette arrestation est illégale et n'est fondée sur aucun élément égalisable. En effet, le président de ce parti dans cette province trouve que le fait que cette information ait été fournie par une femme ne signifie pas nécessairement qu'il s'agit de Minani Marie. Olivier Nkurunziza demande ces informations soient traitées de la manière la plus sage afin que les indices sérieux de culpabilité soient dégagés. D'autres informations circulent comme quoi il y aurait une autre personne que la police recherche activement pour avoir participé dans la diffusion de cette information. Le gouverneur de la province affirme qu'il y a des preuves de ces accusations et précise que cette personne n'est pas poursuivie pour ses convictions politiques, mais pour les informations qu'elle a livrées. [isanganiro/bonesha/rpa/rtnb]

- Les députés élus dans la province de Ngozi sont activement obtenir la libération de deux membres influents du parti CNDD-FDD qui viennent d'être transférés à la prison centrale Ngozi après une semaine passée au cachot de la police à Marangara. En effet, le directeur communal de l'enseignement à Marangara en même temps représentant de la ligue des jeunes du parti au pouvoir dans cette commune et le directeur provincial de l'agriculture et de l'élevage dans la province de Ngozi sont poursuivis pour avoir ordonné aux Imbonerakure la séquestration des journalistes Sonia Rolley et Serges Nibizi respectivement de la RFI et de la RPA il y a de cela deux semaines. Alors que le gouverneur de Ngozi affirme qu'il y a d'autres personnes recherchées pour la même faute et qui auraient pris fuite après l'incarcération de ces deux chefs, le député Jean Bosco Makera natif de la colline oña a eu lieu l'incident a tranquilisé les habitants de cette même colline que les personnes incarcérées ne vont pas tarder en prison. Il a affirmé que les autorités administratives de la province et de la commune de même que les élus de cette commune sont mobilisés pour obtenir cette libération des personnes incarcérées pour une petite affaire comme celle-ci. Selon lui, c'est une question de temps. Les organisations de défense des droits de l'homme dans cette province apprécient positivement comment la justice est en train de s'y prendre.

[rtr/isanganiro/bonesha/rpa] | Economie - Le ministre du Commerce et de l'industrie vient de décider la hausse du

prix d'un litre d'essence à la pompe passant 2300FBu à 2330FBu. Selon le directeur du commerce, cette hausse est dictée par le fait que les prix de ce produit ont aussi été revus à la hausse sur le marché international dans ces derniers jours. Néanmoins, Jérémie Banirwaninzigo précise que le prix du gasoil et du pétrole sont restés inchangés c'est-à-dire respectivement 2210FBu et 2120FBu. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha/rtnb]